

Solidarité active avec les travailleuses du sexe de Belleville !

En ce qui concerne le travail du sexe, les irrégularités policières constituent la norme. Il peut suffire d'être une femme pour être suspectée de racolage ; n'importe quelle personne qui a un lien économique de près ou de loin avec une travailleuse du sexe peut être accusée d'être son proxénète. Les lois de répression vis-à-vis des travailleuses du sexe donnent un blanc-seing à la police pour agir en toute impunité à leur égard. On peut rappeler à ce titre que le 12 juin dernier, l'Assemblée Nationale a de nouveau voté la loi de pénalisation des clients.

La répression s'accroît contre les travailleuses du sexe chinoises de Belleville

Cela fait donc des années que les travailleuses du sexe chinoises de Belleville connaissent le harcèlement policier, mais depuis le 20 mai dernier la guerre sourde est devenue une guerre déclarée. Chaque jour, les policiers débarquent à Belleville de 9H à 23H, et font régner leur loi. A l'Assemblée générale du 18 juin contre le harcèlement policier à Belleville, la présidente des *Roses d'Acier*, collectif de 300 travailleuses du sexe chinoises de Belleville, Aying, elle-même travailleuse du sexe et sans papier, témoignait des exactions des policiers : contrôle de papiers incessants (parfois à deux minutes d'intervalle), prises de photos des femmes sans leur consentement, intimidations verbales (certains policiers leur ont dit qu'elles ne pourraient plus travailler ici à présent, d'autres ont appris à dire « pute » en chinois pour leur intimer « dégage, pute »). Certaines femmes se sont vues déchirer la photocopie de leurs papiers, d'autres se sont fait suivre dans la rue. Elles peuvent être interpellées dès qu'elles sortent de chez elles, car elles vivent toutes à Belleville : quand elles vont faire leurs courses, quand elles sont à un café, ... Elles ne peuvent plus ni sortir, ni travailler. Les conséquences sont d'abord un étouffement économique, et une angoisse psychologique. A l'heure actuelle, 5 à 6 femmes ont été embarquées dans des centres de rétention. Les travailleuses du sexe ne pouvant plus travailler à cause de la présence policière, elles sortent la nuit, elles vont plus loin de chez elle, elles travaillent sur internet : cette vulnérabilité les expose d'avantage aux agresseurs et aux proxénètes.



Manifestation le 11 juin 2015 à Paris

Une volonté de « nettoyage social » pour parachever la gentrification de Paris

Le but affiché est d'en finir avec les travailleuses du sexe de Belleville, dans un contexte de répression massive aussi bien des immigréEs que de toutE opposantE politique au gouvernement. Les *Roses d'Acier* font le lien entre l'entreprise de répression massive dont elles font l'objet et l'expulsion des réfugiéEs de la Chapelle : ces deux quartiers proches connaissent une véritable volonté de « nettoyage social » par leurs mairies respectives, lié à la gentrification (remplacement des classes populaires par des arrivantEs plus aiséEs) qui y est à l'œuvre. Il n'est pas bon pour ces agents de la gentrification que sont les maires d'avoir des travailleuses du sexe et des réfugiéEs dans les espaces qu'ils veulent valoriser économiquement. Les *Roses d'Acier* sont ainsi allées à un comité de quartier du 19ème arrondissement, où les éluEs ont déclaré explicitement vouloir éradiquer les travailleuses du sexe du quartier, qui sont présentées à la fois comme des victimes des réseaux de prostitution, et comme des menaces à l'ordre public. Mais le point commun entre ces deux répressions policières d'ampleur est qu'elles sont le fruit de la politique raciste du gouvernement, qui s'en prend en priorité aux personnes immigrées et sans papiers. On s'en prend aux travailleuses du sexe de Belleville parce qu'elles sont immigrées et sans papiers, et cela d'autant plus qu'elles sont aussi travailleuses du sexe, ce qui permet à la répression raciste de s'exprimer en étant invisibilisée comme telle.

La question clé de l'auto-organisation des travailleuses du sexe

Mais un autre point est peut-être encore plus déterminant dans cette politique de harcèlement policier et d'éradication des travailleuses du sexe de Belleville. C'est qu'elle se produit alors même que les travailleuses du sexe commencent à s'organiser. Elles ont créé leur propre collectif, elles sont sorties de l'ombre pour aller manifester au grand jour, notamment au côté du STRASS (syndicat du travail sexuel). Elles définissent elles-mêmes ce qu'elles veulent et qui elles sont. Aying refuse ainsi qu'on réduise leur identité simplement à leur travail : elles sont aussi des femmes, des chinoises, des mères, des compagnes, des habitantes du quartier. Aying dit encore : *« Ne pas nous écouter, c'est de la discrimination. Nous n'avons jamais demandé de l'aide. Nous sommes responsables de nous-mêmes, nous avons la capacité de réfléchir à la situation. Nous allons continuer à travailler dans le quartier et avec les autres associations. Mais nous ne pouvons faire ça sans vous. Ce dont on a besoin ce n'est pas de l'argent, ni des bureaux, ni un regard moral, ni de la pitié... mais d'un espace social sécurisé, tolérant, non discriminant, qui nous permette de résoudre ces questions ensemble »*.

Le NPA doit se tenir aux côtés des travailleuses du sexe et œuvrer à la convergence des luttes

Que peut faire le NPA dans ce contexte ? Bien sûr, soutenir les initiatives des principales concernées. Une AG s'est mise en place le 18 juin dernier pour essayer de coordonner les différents groupes militants autour d'une mobilisation contre le harcèlement à Belleville. Le dimanche 21 juin, des tables seront tenues à Belleville de 15H à 18H pour discuter avec les habitantEs du quartier sur la situation. Surtout, mercredi 24 juin va être organisée une grande journée d'action à Belleville : il y aura un pique-nique à 13H pour discuter avec les habitantEs du quartier, puis une opération symbolique dont ont eu l'idée les *Roses d'Acier* pour retourner le stigmate du « il faut nettoyer le quartier de la prostitution » en nettoyant symboliquement le quartier de 15H à 18H. Un grand rassemblement est prévu pour 18H, et il sera suivi d'une AG à 19H en plein air pour discuter de la suite de la mobilisation. Il faut que le NPA soit présent, notamment parce que ce genre d'actions, si on ne veut pas mettre en danger les travailleuses sans papier, doivent être massives. Mais le NPA doit aussi œuvrer à la convergence avec le mouvement des réfugiéEs de la Chapelle, et peut-être plus largement avec le cadre unitaire qui est en train de se mettre en place contre la répression, notamment de Yann Le Merrer à la Poste et de Gaëtan, étudiant condamné pour avoir manifesté suite à la mort de Rémi Fraisse.